

Arrêté n° PCICP2024345-0001

Arrêté complémentaire relatif à l'augmentation exceptionnelle, pour l'année 2024, de la quantité de déchets autorisée sur l'unité de valorisation énergétique (UVE) de la société VALAUBIA implantée sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2024/1785/UE du 24 avril 2024 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives, notamment, à l'incinération de déchets (BREF 'WI') ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-50 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 d'autorisation d'exploiter une unité de valorisation énergétique (UVE) et les installations connexes situées sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023345-0001 du 11 décembre 2023 portant sur l'augmentation de la quantité de déchets autorisée sur l'UVE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Grand Est ;

VU la demande déposée par la société VALAUBIA le 5 décembre 2024 pour l'augmentation provisoire de quantité de déchets autorisée sur l'UVE ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 6 décembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 6 décembre 2024 ;

VU le courriel de la société VALAUBIA du 9 décembre 2024 indiquant n'avoir aucun commentaire sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société a été autorisée par arrêté préfectoral du 27 septembre 2018 à exploiter une usine d'incération située à LA CHAPELLE SAINT-LUC, au titre notamment de la rubrique 3520-a "élimination ou valorisation de déchets non dangereux dans des installations d'incinération de déchets avec une capacité supérieure à 3 t/h" ;

CONSIDÉRANT que la capacité nominale de la ligne autorisée a été fixée réglementairement à 8,25 t/h avec une limite annuelle de 66 000 tonnes de déchets non dangereux (dont 55 000 tonnes d'ordures ménagères, 5 000 tonnes de déchets d'activités économiques non dangereux et 6 000 tonnes par an d'ordures ménagères ou de déchets économiques non dangereux) ;

CONSIDÉRANT qu'un réseau de chaleur urbain a été connecté à l'installation fin novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) annexé au SRADDET, prescrivant de favoriser le déploiement des filières de valorisation en privilégiant la hiérarchie des modes de traitement, mais également visant à limiter le transport des déchets en distance et en volume ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des événements exceptionnels pendant la période estivale, le SDEDA a dû faire face à une production de déchets supérieure aux prévisions que l'exploitant a dû traiter ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, l'exploitant demande une augmentation exceptionnelle de 400 tonnes pour terminer l'année 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est également autorisé à traiter 10 500 tonnes de biomasse sortie du statut de déchets (plaquettes de bois) ;

CONSIDÉRANT qu'une telle modification, via une augmentation de la capacité d'incinération de déchets en remplacement d'une baisse de l'incinération de bois, n'aura aucun impact sur les émissions du site tant en termes de débit que de flux ;

CONSIDÉRANT que les Valeurs Limites d'Emission atmosphériques (VLE) et les flux de polluants atmosphériques sont maintenus tels que prescrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 modifié ;

CONSIDÉRANT que cette modification ne remet pas en cause les conclusions de l'Etude des Risques Sanitaires (ERS), l'étude des dangers (EDD) et les flux routiers ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'incinération, ces déchets devront être envoyés en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;

CONSIDÉRANT que l'incinération d'ordures ménagères supplémentaires évite la surconsommation de combustible bois utile par ailleurs ;

CONSIDÉRANT que l'installation, notamment les systèmes de traitement, est dimensionnée pour accueillir ce surcroît d'ordures ménagères et permet de respecter les valeurs limites d'émission (VLE) des rejets atmosphériques ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, les modifications demandées ne sont pas substantielles ;

CONSIDÉRANT toutefois, qu'il convient de réglementer ces modifications des conditions d'exploitation, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

CHAPITRE 1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société VALAUBIA est autorisée à exploiter rue Joseph Marie Jacquard sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC (10 600), une unité de valorisation énergétique (UVE) et les installations connexes détaillées dans les articles suivants, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.1. NIVEAUX DE PRODUCTION AUTORISÉS

Pour l'année 2024, les quantités maximales de déchets non-dangereux pouvant être traitées sont portées à 66 400 t.

TITRE 2 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION

CHAPITRE 2.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société VALAUBIA.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE SAINT-LUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché par le maire de LA CHAPELLE SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

CHAPITRE 2.2 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de LA CHAPELLE SAINT-LUC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **10 DEC 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.